

Dialogue de la commissaire Urpilainen avec les organisations de la société civile et les autorités locales en amont de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UA et de l'UE à Kigali


Réunion mondiale en ligne tenue le 21 octobre 2021

Résumé

À l'initiative de la commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, et dans le cadre du Forum politique pour le développement, les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales (AL) ont discuté de l'avenir des relations entre l'UE et l'Afrique. Cette réunion s'est tenue en amont de la réunion des ministres des affaires étrangères UA-UE qui s'est tenue le 26 octobre 2021 à Kigali, au Rwanda, dans le cadre du partenariat Afrique-UE et dans la perspective du prochain sommet UE-UA qui doit avoir lieu au début de l'année prochaine.

Les principaux messages mis en avant par les représentants de la société civile et des autorités locales dans le cadre du dialogue étaient la nécessité pour les ministres de se concentrer sur:

1. **Les personnes d'abord: une reprise centrée sur les personnes et non sur la croissance:** les participants ont souligné la nécessité de placer la relance centrée sur personnes au centre de toutes les actions, en adoptant une approche fondée sur les **droits de l'homme**. Dans le contexte actuel, l'accent a été mis sur la santé en tant que priorité absolue et sur le renforcement des systèmes de santé. Il a été convenu d'investir également dans la protection sociale universelle, l'éducation, la création d'emplois décents et une transition juste.
2. **Inclusion:** assurer une participation active, significative et globale des diverses organisations de la société civile et des autorités locales; assurer la représentation des femmes, des jeunes et des enfants à tous les niveaux de la prise de décisions. Les participants à la réunion ont souligné qu'il était **urgent** d'associer les acteurs de la société civile à ce processus, qu'ils souhaitaient vivement participer aux consultations précédant le sommet lui-même (et à la semaine Afrique-Europe) et qu'ils **recommandaient la création d'une plateforme bi continentale de la société civile**. Outre l'accent mis à plusieurs reprises sur les femmes, les filles et les jeunes, les participants ont souligné la nécessité d'inclure des groupes qui sont souvent exclus de ces processus, notamment les populations autochtones et les communautés locales, les organisations confessionnelles, les petites entreprises et les petits exploitants agricoles.
3. **Une plus grande subsidiarité:** les réponses locales et le développement économique local sont essentiels au processus de relance. **L'adaptation locale est importante pour renforcer la résilience des collectivités** et sera essentielle pour cibler les retombées de la pandémie et limiter et traiter les pertes et les dommages futurs causés par le changement climatique. Les aspects locaux sont également essentiels à la promotion de la paix et de la sécurité en renforçant la résilience au changement climatique et aux ressources limitées, ainsi que l'inclusion de multiples acteurs au niveau local pour soutenir la résolution des conflits par le dialogue.
4. **Poursuivre une «transition juste» vers un monde plus vert et interconnecté:** La **transition verte et juste** devrait **favoriser la résilience**. Les participants ont souligné l'urgence de protéger les ressources naturelles, la biodiversité et de trouver des solutions fondées sur la nature. Pour l'avenir, les partenaires africains et européens sont encouragés à adopter une approche inclusive et intégrée de la conservation et du développement économique équitable en Afrique. La sécurité alimentaire et la nutrition ont été évoquées comme des questions urgentes; par conséquent, des modèles économiques durables et verts,



axés sur les modèles de production alimentaire durable, en particulier ceux basés sur l'agro écologie, et comportant une composante d'inclusion sociale, sont nécessaires pour une croissance durable et résiliente. En outre, les participants ont souligné l'importance de réaliser le potentiel des technologies numériques et de garantir l'alphabétisation numérique des femmes et des filles. La technologie numérique peut être utilisée pour repenser les chaînes d'approvisionnement mondiales essentielles et renforcer les chaînes de valeur durables aux niveaux régional et continental.

5. **Instaurer un climat plus favorable aux entreprises:** Il faut améliorer l'environnement **des entreprises et des investissements** et cibler une **croissance inclusive, durable et verte**. L'investissement doit être destiné aux PME, conformément à l'ODD 8 (croissance économique et emplois décents), en **plaçant les droits des travailleurs, la protection sociale** et une transition juste au cœur des stratégies. Des défis tels que la cohérence des politiques, l'économie informelle, la faible gouvernance et la corruption, l'évasion fiscale et la faible mobilisation des ressources nationales doivent être relevés pour favoriser ce climat d'investissement.

Rapport détaillé

I. Introduction et méthodologie

La réunion a été ouverte par **Marlene Holzner** (chef d'unité des autorités locales, des organisations de la société civile et des fondations), qui a souhaité la bienvenue aux participants, affirmant que la Commission européenne était impatiente d'organiser un débat sur le partenariat Afrique-UE à la suite de l'adoption de la communication conjointe de *mars 2020: Vers une stratégie globale avec l'Afrique*. Elle a ajouté que la commissaire Urpilainen est particulièrement soucieuse de maintenir un dialogue ouvert avec la société civile et les autorités locales sur ce sujet.

Dans un message vidéo adressé aux participants, **la commissaire Urpilainen** a déclaré que la pandémie de COVID-19 était un événement marquant qui a bouleversé le statu quo et aggravé les inégalités. Cette situation appelle un approfondissement du partenariat entre l'UE et l'Afrique, fondé sur des objectifs ambitieux: accès aux vaccins, attention renouvelée au changement climatique, à la numérisation et à la lutte contre les inégalités. L'UE s'engage à mieux reconstruire, en collaboration avec les jeunes, les organisations de la société civile, les autorités locales et le secteur privé. La commissaire a déclaré que l'objectif de cette réunion était de recueillir les contributions des organisations de la société civile et des autorités locales avant la réunion ministérielle de Kigali.

L'introduction a été suivie d'une présentation de **Domenico Rosa** (chef d'unité, Partenariats stratégiques avec l'Afrique et avec les pays ACP), qui a fait le point sur la réunion ministérielle UA-UE des affaires étrangères, suivie de questions de clarification (voir section II).

Les participants ont ensuite entamé une discussion en plénière, au cours de laquelle les intervenants ont été encouragés à apporter des contributions portant sur quatre questions clés (les mêmes questions étant débattues par les ministres à Kigali). Les contributions respectives se trouvent sous chaque question à la section III du présent rapport.

II. État d'avancement de la réunion ministérielle UA-UE des affaires étrangères et questions clés en jeu

Domenico Rosa (chef d'unité «Partenariats stratégiques avec l'Afrique et les pays ACP») a informé les participants de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UA et de l'UE. Il a ouvert la présentation en soulignant que



la CE tient à poursuivre le dialogue avec les OSC et les AL, pour lequel la réunion des ministres des Affaires étrangères offre une opportunité.

Rosa a déclaré que, que si la communication conjointe de mars 2020: *Vers une stratégie globale avec l'Afrique* reste la proposition de l'UE pour un partenariat Afrique-UE redynamisé, la pandémie a placé la santé et l'accès aux vaccins au premier plan de notre programme, ainsi que d'autres défis communs. La réunion des ministres des Affaires étrangères, première occasion d'une rencontre physique entre les partenaires de l'UE et d'Afrique au niveau politique depuis le sommet UA-UE de 2017, sera l'occasion de discuter des priorités et de défis communs.

M. Rosa a informé les participants que la discussion à la réunion des ministres des Affaires étrangères se concentrera sur deux documents de discussion communs: **1) Coopération en vue de mobiliser des investissements en faveur d'une transformation structurelle durable de l'Afrique et pour le développement humain (en mettant notamment l'accent sur le fait de mieux reconstruire) et(2) coopération pour renforcer la résilience, la paix, la sécurité et de la gouvernance.**

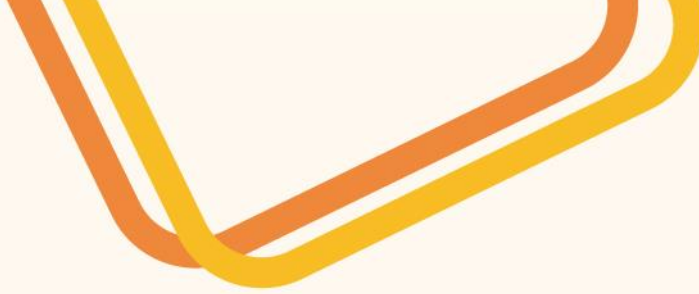
Dans le cadre du premier thème, l'accent sera mis sur l'Afrique et la capacité de l'UE à relever les défis du XXIème siècle, avec trois grandes lignes d'action:

1. Les personnes d'abord — investir dans le développement humain — santé, éducation et emploi

- a. **Santé:** Mettre en place des systèmes de santé résilients/ accroître la capacité de réagir rapidement aux problèmes de santé actuels et futurs; augmenter le financement des systèmes de santé en Afrique et accroître la fabrication locale de matériaux et d'équipements.
 - b. **Éducation et emploi:** Une éducation inclusive et de qualité à tous les niveaux; mieux aligner les compétences et les acquis d'apprentissage à la demande sur le marché du travail et les nouveaux secteurs émergents, en particulier les technologies numériques, vertes et respectueuses du climat.
- 2. Renforcer la gouvernance et le milieu des affaires** par l'amélioration de l'environnement réglementaire (activités économiques et investissements); accroître le commerce intra-africain et le commerce entre l'Afrique et l'UE; et renforcer les chaînes de valeur durables aux niveaux régional et continental.
- 3. Secteurs économiques clés pour une relance ambitieuse et durable.** Les défis essentiels auxquels il faut répondre pour assurer le développement d'autres priorités sont notamment : l'accès durable à l'énergie; des solutions de transport durables; la transformation numérique; la recherche et l'innovation; et le développement de systèmes alimentaires durables, l'environnement et la biodiversité.

En ce qui concerne le deuxième thème, l'accent sera mis sur **la lutte contre les effets de la pandémie** (recrudescence des conflits, perturbations, report d'élections, davantage de menaces pour la sécurité humaine), tout en renforçant la résilience, en favorisant la paix et la sécurité et en améliorant la gouvernance. Pour l'avenir, il sera important de:

- Soutenir les efforts de paix en Afrique et intégrer davantage la bonne gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme, l'Etat de droit et l'égalité des genres dans notre action et notre coopération
- Synchroniser les efforts dans ces domaines qui sont essentiels au développement socioéconomique et dans la prévention des conflits
- Renforcer le lien entre la paix, la sécurité, le développement et les espaces humanitaires
- Renforcer les institutions politiques afin de promouvoir une culture de la démocratie et de la paix
- Renforcer les partenariats et intégrer une approche multilatérale



M. Rosa a clôturé la présentation en informant les participants que les questions auxquelles ils sont invités à contribuer seront également débattues lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères

Les participants ont ensuite été invités à poser **des questions** de clarification avant les discussions en plénière. Les participants ont salué le processus de consultation et l'engagement de l'UE avec les organisations de la société civile. Ils ont demandé si un processus de consultation similaire serait organisé par l'UE avec la société civile africaine et européenne; si le processus serait amélioré à l'avenir afin d'accorder plus de temps aux contributions; si l'UE parrainerait un forum bi continental de la société civile, compte tenu de son engagement actuel à organiser un forum des entreprises; et si les commentaires de la réunion actuelle seraient transmis à la Commissaire à temps pour son voyage à Kigali. M. Rosa a souligné l'engagement politique en faveur du dialogue que la réunion en cours a fait ressortir. Il a confirmé qu'un forum de la société civile était prévu avant le sommet UE-UA de l'année prochaine, pour lequel l'UE apportera un soutien logistique. Enfin, il a confirmé que la commissaire Urpilainen recevra les conclusions des discussions et les prendra en considération avant de s'adresser aux ministres à Kigali.

La parole est ensuite ouverte à une **discussion en plénière**, centrée sur quatre questions.

III. Recommandations en plénière des OSC et des autorités locales selon les quatre questions d'orientation

Question 1) Comment l'UE et l'Afrique peuvent-elles travailler ensemble pour renforcer le capital humain et contribuer à des sociétés plus prospères, inclusives et résilientes?

Les participants ont exhorté l'UE à adopter une approche axée sur les **droits de l'homme** lors de l'examen de cette question, en soulignant que la réduction de l'espace réservé à la société civile est un problème à la fois en Europe et en Afrique. Ils ont demandé que les relations entre l'UE et l'Afrique intègrent les droits de l'homme dans les cinq partenariats et affirment explicitement le rôle de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme dans l'élaboration des relations entre l'UE et l'Afrique; qu'elles créent un environnement favorable à la société civile et qu'elles s'attaquent à la répression croissante des défenseurs des droits de l'homme; qu'elles donnent la priorité à la collaboration dans les enceintes multilatérales sur les droits de l'homme et qu'elles agissent pour défendre les acquis cruciaux en matière de droits de l'homme au niveau multilatéral. Ils ont souligné que l'UE devrait soutenir et promouvoir l'espace civique et les libertés fondamentales, adopter une approche globale et intersectionnelle de la justice entre les genres et investir dans la promotion de la bonne gouvernance afin d'éradiquer la corruption. En outre, les participants ont souligné la nécessité de traiter **les questions humanitaires** (par exemple, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la protection de l'espace humanitaire, l'impact humanitaire du changement climatique, la protection des migrants) afin de renforcer la résilience des populations.

En ce qui concerne les **migrations et la mobilité**, les participants ont exhorté l'UE à l'aborder comme un outil de développement durable et de promotion de la prospérité en Afrique, en mettant l'accent sur la création de solutions durables qui répondent aux défis locaux et régionaux liés aux processus démocratiques et à l'Etat de droit, au développement socio-économique, à l'engagement des jeunes, à l'égalité entre les genres, au changement climatique et à l'accès aux services. Ils ont souligné que la politique migratoire devait être fondée sur les droits de l'homme et tenir compte des accords conclus dans le cadre du Pacte mondial pour les migrations et du Pacte mondial pour les réfugiés, tels que la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir les droits des réfugiés et à renforcer l'autonomie. Ils ont appelé à l'expansion des programmes de mobilité pour les migrations de la main-d'œuvre, y compris pour les travailleurs peu qualifiés, à l'engagement de la diaspora, à la facilitation du regroupement familial, à la mise en œuvre des accords de libre circulation de l'UA et de la CEDEAO et à l'augmentation de la réinstallation des réfugiés d'Afrique vers l'Europe. En outre, il convient de mettre en place



des voies légales sûres et des opérations de recherche et de sauvetage spécifiques pour mettre fin aux pertes en vies humaines en mer.

Les participants ont plaidé en faveur d'un **engagement accru avec la société civile** et d'une transparence accrue dans l'élaboration des politiques. En particulier, les groupes marginalisés tels que les femmes, les enfants et les jeunes, les petits producteurs, les citoyens pauvres et les peuples autochtones devraient faire l'objet de consultations constructives. Les partenaires africains sont invités à augmenter le nombre de femmes occupant des postes de pouvoir et à utiliser GAP III pour démontrer les avantages de l'approche transformatrice de genre pour créer des sociétés résilientes et la transformation numérique. Afin d'engager les jeunes, il convient de créer des espaces permanents de dialogue et d'échange direct entre jeunes africains et Européens. Enfin, les initiatives de 'Team Europe' devraient être élaborées dans le cadre d'un processus transparent et inclusif afin de garantir que ces programmes phares contribuent au développement humain et à la réduction de la pauvreté.

Des appels à un plus grand engagement au **niveau local** ont été lancés, l'UE étant invitée à renforcer le capital humain en investissant dans des projets locaux afin de construire des sociétés plus fortes et plus résilientes; et à reconnaître la position unique des autorités locales en tant qu'entités politiques autonomes disposant d'un mandat démocratique pour élaborer des politiques publiques locales.

Les participants ont exhorté l'UE à promouvoir **les investissements dans les services publics** qui sont essentiels pour renforcer le capital humain de l'Afrique, ouvrant ainsi la voie à des sociétés africaines prospères et inclusives. **La santé** est un domaine prioritaire essentiel, les participants ont demandé à l'UE d'y consacrer un pilier spécifique, d'adopter une approche «One Health» et de promouvoir la couverture sanitaire universelle (CSU) afin de préparer le continent à de futures crises sanitaires, notamment par la mobilisation des ressources nationales. À court terme, l'UE a été invitée à s'attaquer à la pandémie actuelle, notamment en garantissant un accès équitable aux vaccins, ce qui pourrait être facilité par l'octroi de dérogations aux brevets sur les vaccins. D'autres participants ont souligné qu'il était important de s'attaquer aux problèmes de santé mentale engendrés par la pandémie ainsi qu'aux transferts de technologies et aux autres formes de renforcement des capacités qui seront essentiels à la mise en place de systèmes de santé résilients à long terme. Les participants ont demandé à l'UE d'adopter une approche de la santé multisectorielle et fondée sur les droits de l'homme — y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la recherche et l'investissement dans le domaine de la santé mondiale. Le renforcement de la surveillance épidémiologique et des premiers secours au niveau communautaire, ainsi que le soutien aux approches de préparation et de réponse aux crises sanitaires ont également été soulignés comme des facteurs essentiels pour réduire les besoins non satisfaits des groupes vulnérables ou marginalisés. **L'éducation** a été mise en avant comme un autre domaine prioritaire, notamment en raison de l'impact de la pandémie. L'UE a été invitée à promouvoir l'éducation inclusive, à soutenir les capacités d'innovation et de créativité des jeunes Africains ruraux et à considérer la formation des jeunes comme un moteur du changement. Toutefois, certains participants se sont demandé comment l'intention de l'UE de soutenir la résilience et la qualité des systèmes de santé et d'éducation pourrait être réalisée au niveau panafricain en coopération avec l'UA sur les systèmes qui relèvent de la responsabilité des gouvernements nationaux et comment cela se traduira par des actions concrètes dans le cadre des programmes indicatifs nationaux et des initiatives 'Team Europe'

Il a été souligné que l'introduction d'un cadre réglementaire fiscal mondial et le soutien aux efforts de mobilisation des ressources nationales permettraient aux gouvernements africains de soutenir la **protection sociale** universelle et de renforcer les filets de sécurité. L'UE et l'UA devraient s'attaquer aux inégalités structurelles, y compris les inégalités entre les genres, et respecter ou dépasser les engagements de financement au-delà de 20 % pour le développement humain. Les participants ont également appelé à un nouveau contrat social pour l'Afrique, en mettant l'accent sur les droits des travailleurs, l'inclusion sociale, le travail décent et le respect du climat. Il est primordial de mettre en place des planchers comprenant des garanties de revenus et garantissant l'accès au



logement, à l'eau et à l'assainissement et à la sécurité alimentaire. Il convient de promouvoir le renforcement des services sociaux adaptés aux enfants en tant que pierre angulaire des initiatives intersectorielles de 'Team Europe' en Afrique, les enfants et leurs aidants étant considérés comme des cibles clés.

Les participants ont suggéré que, pour atteindre ces objectifs, l'UE doit apporter son soutien à **l'agriculture**, notamment en aidant les exploitations familiales à s'adapter au changement climatique, en s'engageant dans un échange de savoir-faire technologique et en promouvant la production locale au moyen de systèmes agroalimentaires durables et de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Il serait avantageux d'associer les organisations d'agriculteurs au partenariat à tous les niveaux. En particulier, les participants ont souligné la nécessité de soutenir les petites exploitations agricoles féminines et celles qui ont du mal à accéder à l'énergie.

L'UE a été invitée à investir dans une **transition verte et juste** ainsi que dans des **solutions fondées sur la nature** afin de renforcer la résilience des sociétés et leur prospérité. Pour ce faire, l'UE devrait sensibiliser les groupes de jeunes et renforcer leur capacité à s'engager dans la conservation et soutenir les initiatives de conservation innovantes menées par les jeunes. Les participants ont en outre appelé l'UE à aider les gouvernements africains et les populations locales dans la lutte contre la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement par la mise en œuvre du prochain cadre mondial pour la biodiversité, ainsi que par le renforcement des capacités, la coopération technique et scientifique, le transfert de technologies et l'innovation. Les pertes et les dommages dus au changement climatique devraient également être abordés.

Question 2) Dans le cadre des priorités de l'Afrique et de l'UE, comment les deux parties peuvent-elles soutenir concrètement les secteurs économiques essentiels à une relance économique durable et augmenter les investissements et le commerce?

Les participants ont souligné que le **développement économique local** sera un élément essentiel du processus de relance post-pandémique, car les chaînes de valeur transcontinentales doivent être renforcées, en commençant par les entreprises locales. Ils ont appelé l'UE à soutenir l'intégration régionale et transcontinentale, en particulier la zone de libre-échange continentale africaine, afin d'améliorer le commerce intra-africain et d'harmoniser les échanges entre les deux continents pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois décents. En outre, la facilitation des investissements privés permettra de créer de la valeur au niveau local, les techniques et les compétences étant partagées entre l'Europe et l'Afrique. Enfin, les participants ont demandé qu'une référence spécifique à des modèles commerciaux durables et résilients, tels que les coopératives, soit faite dans le cadre de discussions sur le soutien du secteur privé.

Pour promouvoir un environnement propice au démarrage et à la croissance des entreprises, les participants ont souligné l'importance des **collectivités locales**; ils joueront également un rôle clé dans le processus de relance en renforçant les chaînes de valeur et en assurant le développement économique local. L'importance de renforcer la **gouvernance démocratique et participative** et le soutien de l'UE aux mécanismes de l'UA et aux initiatives de la société civile a également été soulignée.

Les participants ont appelé l'UE à assurer la cohérence des politiques afin d'éviter de privilégier, par exemple, les intérêts commerciaux au détriment du développement; l'UE devrait plutôt investir dans une croissance durable, inclusive et verte. Si l'amélioration du climat d'investissement et de l'environnement des affaires était considérée comme un objectif important, l'attraction des investissements directs étrangers (IDE) ne devrait pas être le seul objectif et le **secteur privé** devrait être tenu de démontrer que le soutien apporté à ses investissements par la garantie pour l'action extérieure et le Fonds européen pour le développement durable permet d'atteindre des indicateurs concrets des ODD et est conforme à l'ODD 8, en particulier. Les participants ont appelé à ce que les stratégies pour une reprise économique durable soient pleinement prises en charge par les acteurs locaux et que



les réformes politiques soient conçues en étroite concertation avec les parties prenantes locales, y compris les syndicats, les femmes chefs d'entreprise, les coopératives, les organisations d'agriculteurs et toute autre OSC et acteurs des AL concernés. Les entreprises communautaires de base, les coopératives, les PME et les start-ups devraient être soutenus étant donné leur capacité à intégrer les parties marginalisées de la communauté dans la population active et devraient pouvoir bénéficier de la garantie pour l'action extérieure.

La mise en place d'un environnement favorable aux entreprises et d'un climat d'investissement adéquat devrait s'accompagner d'une **transition juste** caractérisée par une amélioration des droits du travail et des normes environnementales. Les participants ont appelé l'UE à faire pression pour la formalisation de l'économie informelle, dans laquelle les femmes et les jeunes sont surreprésentés, sur la base de la recommandation 204 de l'OIT. Les infrastructures rurales actuelles étant insuffisantes pour permettre les conditions d'une reprise économique durable, la mise en œuvre d'une politique d'investissement public et privé est cruciale, en plus de systèmes fiscaux équitables et progressifs. Le dialogue social doit être au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre de toutes les politiques, afin de garantir le respect de la liberté d'association, de la négociation collective et du droit syndical (Conventions 87 et 98 de l'OIT). Enfin, les participants ont appelé à investir dans le développement des compétences entrepreneuriales et financières des femmes, la transition vers des compétences vertes, la création d'emplois verts et les partenariats pour une transformation numérique et des données.

Un secteur économique essentiel ayant besoin d'un soutien de l'UE a été identifié comme le **secteur des énergies renouvelables**, dont les participants ont souligné qu'il devait être démocratique et inclure les organisations de base et des organisations de femmes. Ils ont également appelé l'UE à soutenir des garanties plus fortes en matière d'environnement et de droits de l'homme dans le cadre des processus de planification nationaux, afin de s'assurer que les développements énergétiques et d'infrastructures évitent d'endommager les écosystèmes. Ils ont également souligné la nécessité d'un véritable partenariat en ce qui concerne l'initiative UE-Afrique sur l'énergie verte et la fourniture de capitaux durables pour des investissements respectueux du climat.

En ce qui concerne **l'agriculture et le secteur alimentaire**, les participants ont demandé que l'aide soit canalisée vers la promotion d'une consommation et d'une production durables, tout en favorisant des modèles économiques qui garantissent des prix plus équitables et de meilleurs revenus pour les consommateurs et les producteurs. L'Afrique devrait être soutenue dans la réalisation de ses ambitions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, notamment par le biais du Programme global de développement de l'agriculture africaine (CAADP) de l'UA. Les participants ont exhorté l'UE à recentrer ses politiques et ses investissements sur le renforcement des marchés locaux et des chaînes d'approvisionnement courtes et vers des initiatives de production alimentaire durable qui soutiennent des modèles de production alimentaire diversifiés, écologiquement et socialement durables. Les participants ont notamment souligné le potentiel de l'agro écologie et les succès qu'elle a remportés dans la production de denrées alimentaires à faible coût de production, la création d'emplois pour les jeunes, la fourniture d'une alimentation saine et l'amélioration de la résilience des communautés agricoles face aux chocs. Les participants ont souligné la nécessité de soutenir les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les jeunes, qui ne sont pas susceptibles d'être atteints par les financements privés et qui ont besoin d'un soutien pour augmenter leur production et accéder aux marchés ; les petits exploitants agricoles devraient également être impliqués dans les processus de consultation en cours. Enfin, les participants ont demandé que le financement du développement en faveur de la production alimentaire durable soit augmenté et aligné sur des initiatives telles que les Déclarations de Maputo et de Malabo.

Question 3) Relance économique: comment l'UE et l'Afrique peuvent-elles améliorer et cibler davantage leur coopération?



Pour s'attaquer aux problèmes d'accès à l'énergie, aux objectifs climatiques et aux inégalités, il faut adopter une **approche globale** combinant l'application des technologies renouvelables et une concentration sur des secteurs aussi divers que l'agriculture et la sylviculture, les technologies numériques, l'énergie, le pétrole et le gaz, les infrastructures, l'eau et l'assainissement, le tourisme et la conservation. Les participants ont souligné que les plans de relance verts et justes offrent de bonnes perspectives de création d'emplois décents, réduisent l'exposition aux impacts futurs du changement climatique et augmentent la productivité économique grâce à la fourniture d'énergie renouvelable dans les communautés rurales. De plus, de nombreux effets d'une relance verte auraient des avantages à long terme pour la santé des populations; la protection des habitats naturels réduirait la probabilité de menaces de pandémies futures.

Les participants ont souligné la nécessité de s'engager à soutenir des **programmes** spécifiques **d'adaptation et de résilience**, notamment en ce qui concerne les problèmes de pertes et de dommages résultant du changement climatique. Ils ont exhorté l'UE à demander aux plans d'adaptation nationaux de prendre des engagements en matière d'infrastructures et d'investissements dans la résilience.

Les participants ont également suggéré qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur les jeunes, les enfants et les femmes qui sont les piliers de la croissance africaine à l'avenir et qui sont aujourd'hui les plus touchés par la pauvreté, la malnutrition et les conflits. L'UE a été invitée à **soutenir les initiatives en faveur des femmes en matière d'énergie durable** sous la forme de projets hors réseau à petite échelle, individuels ou communautaires, ainsi que les efforts et les mécanismes de lutte contre les inégalités au sein des communautés, des pays et des régions et entre eux. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile, en particulier des organisations de femmes, à améliorer l'analyse intersectionnelle et de genre de la politique macroéconomique contribuerait également à stimuler la reprise. La question de l'agriculture industrielle et de la législation sponsorisée poussant à l'utilisation de semences génétiquement modifiées affectant le **droit des communautés à exercer leur foi** lorsqu'elle est liée à la nature a également été soulevée, appelant l'UE à insister sur la reconnaissance du droit des communautés à exercer leurs croyances. Enfin, **la décentralisation du pouvoir**, y compris des ressources budgétaires, du personnel qualifié et des gestionnaires compétents au niveau des districts et des comtés, a été soulignée comme étant essentielle pour une reprise rapide.

Question 4) Comment l'UE et l'Afrique peuvent-elles approfondir leur partenariat dans le domaine de la paix et de la sécurité, en particulier dans les régions où les tensions et les vulnérabilités sont les plus fortes?

Afin de soutenir **la paix et la sécurité**, l'UE a été invitée à veiller à ce que les opérations de soutien de la paix et les actions de renforcement des capacités favorisent la prévention des conflits et la sécurité humaine en tant qu'objectif principal et se concentrent sur le soutien aux activités civiles de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Toute assistance aux forces de sécurité africaines devrait être subordonnée à des mesures de lutte contre la corruption, à la prise en compte questions de genre, au respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire (DIH) et à l'existence de mécanismes solides permettant aux civils de signaler les abus. Les participants ont souligné l'importance cruciale de la sensibilité aux conflits et de la prise en compte des liens entre la démocratie, la gouvernance inclusive et la paix, y compris pour les questions de santé. Ils ont demandé à l'UE de veiller à ce que les liens entre les efforts humanitaires, les efforts de développement, de paix et de sécurité soient adaptés au contexte et compatibles avec les principes humanitaires et les objectifs de coopération au développement. Enfin, ils ont appelé au renforcement de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA).



Les participants ont appelé à un **approfondissement de la coopération décentralisée pour la paix entre les régions et les villes** afin de soutenir les échanges de connaissances et d'expertise, le renforcement des capacités et l'amélioration de la gouvernance locale et régionale. Ils ont souligné que le renforcement des capacités locales dans le domaine des réponses à la paix et à la sécurité est essentiel pour garantir que les réponses régionales soient activées lorsqu'une situation de crise se produit. Ils ont en outre appelé à l'élaboration d'un plan spécifique pour répondre à la crise humanitaire, de paix et de sécurité au Sahel en adoptant une approche intégrée et inclusive mettant l'accent sur la protection des civils, l'accès aux services de base tels que l'éducation et la santé, et le respect des droits des enfants dans les conflits armés.

L'UE a été invitée à reconnaître **les liens entre la crise climatique, la paix et les conflits**, et à y remédier. Le manque d'accès à la **nourriture** dans une situation de conflit a également été souligné, ainsi que la nécessité d'intégrer le soutien à **l'égalité des genres** et d'inclure des engagements concrets à court et moyen terme pour la mise en œuvre de l'agenda "femmes, paix et sécurité" (WPS). La question de **l'accaparement des terres** dans la création de tensions affectant la paix et la migration a été soulevée, les participants appelant l'UE à mettre fin au financement de projets d'acquisition de terres à grande échelle, d'opérations agro-industrielles d'entreprises et d'investissements spéculatifs par les banques publiques de développement.

Enfin, les participants ont appelé l'UE à garantir la **participation active, significative et inclusive de diverses sociétés civiles aux discussions sur la paix et la sécurité** et au suivi des activités de paix et de sécurité, y compris les opérations de soutien à la paix. En particulier, les femmes, les jeunes et les enfants, les organisations confessionnelles, les chefs religieux et les communautés locales devraient être plus engagés sur les questions de paix et de sécurité ; leurs organisations devraient également être soutenues financièrement.

IV. Observations finales

Des observations finales ont ensuite été faites par les représentants du FPD et de l'INTPA. S'exprimant au nom du FPD en tant que représentante d'une OSC, **Tanya Cox de CONCORD** a exhorté les ministres des Affaires étrangères réunis à Kigali à se concentrer sur la prospérité et le bien-être des peuples et de la planète. Elle a souligné que les humains ne sont pas un «capital» et que l'économie n'existe pas sans eux. Pour créer des sociétés prospères et résilientes, il est nécessaire d'aller au-delà de l'accent mis sur la création d'emplois et de se concentrer sur les besoins des personnes. Mme Cox a appelé à une discussion sur la meilleure façon de soutenir le développement industriel africain et la zone de libre-échange africaine afin de s'éloigner du modèle colonial d'exportation de matières premières brutes et d'importation de biens de consommation transformés. Elle fait observer que cela nécessitera une vision stratégique et des réformes à long terme qui vont au cœur même du système qui fonctionne actuellement en faveur de l'UE. Mme Cox a conclu que les ministres des affaires étrangères devront se concentrer sur l'équilibre des pouvoirs, le contexte et les relations entre l'UE et l'UA pour créer un véritable partenariat.

S'exprimant au nom du FPD en tant que représentant d'AL, **Jean Pierre Elong Mbassi de United Cities and Local Government-Africa** a souligné que la pandémie est loin d'être terminée et que la combattre est la première priorité. Il a suggéré que l'accent soit donc mis sur les soins de santé, y compris la prévention et la priorité à la santé de l'environnement. Deuxièmement, les efforts doivent être axés sur le développement des ressources humaines, en tirant parti du potentiel de la jeunesse africaine et en promouvant un nouveau contrat social fondé sur le travail décent, le développement économique local et une transition climatique et énergétique. M. Mbassi a insisté sur la nécessité de mettre fin à la dépendance de l'Afrique à l'égard du marché mondial, en particulier pour les denrées alimentaires et les services essentiels. Il a également souligné la nécessité d'associer tous les acteurs dans les



discussions sur la paix et la sécurité, de coopérer avec la société civile pour prévenir les conflits et assurer la gestion post-conflit et de traiter les migrations comme une question de développement.

Domenico Rosa, chef d'unité «Partenariats stratégiques avec l'Afrique et avec les pays ACP», a remercié les participants pour leur contribution et a déclaré qu'il était largement aligné sur les positions de l'UE lorsqu'il s'agit de concentrer la reprise sur les questions écologiques et le développement humain. Il souligne que l'exercice de consultation démontre la volonté du commissaire Urpilainen de poursuivre une discussion continue avec la société civile. **Marlene Holzner**, chef de l'unité des autorités locales, des organisations de la société civile et des fondations, remercie les participants et clôture la réunion.

Domenico Rosa, chef d'unité, «Partenariats stratégiques avec l'Afrique et les pays ACP», a remercié les participants pour leur contribution et a déclaré qu'elle s'alignait largement sur les positions de l'UE lorsqu'il s'agit d'axer la relance sur les questions écologiques et le développement humain. Il a souligné que l'exercice de consultation démontrait la volonté de la commissaire Urpilainen de maintenir une discussion permanente avec la société civile. Marlene Holzner, Chef de l'Unité des autorités locales, des organisations de la société civile et des fondations a remercié les participants et a clôturé la réunion.